



14 juillet 2016

(16-3819)

Page: 1/3

Original: anglais

PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

RELANCER LES DISCUSSIONS SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

*Proposition présentée par Hong Kong, Chine; le Japon; le Pakistan;
la Fédération de Russie; Singapour; et le Territoire douanier
distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu*

Révision¹

La communication ci-après, datée du 14 juillet 2016, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

1 INTRODUCTION

1.1. Le commerce électronique, qui est en train de transformer l'économie mondiale, est devenu un puissant moteur de la croissance économique mondiale. Toutefois, un certain nombre de défis doivent encore être relevés pour libérer le plein potentiel du commerce électronique. Il est indispensable d'établir un environnement ouvert, sûr et fiable pour le commerce électronique mondial. Il est aussi essentiel d'améliorer la connectivité et de renforcer les ressources humaines dédiées au commerce électronique.

1.2. L'OMC, en tant qu'instance mondiale prééminente pour l'établissement des règles commerciales et la gouvernance du commerce, offre une plate-forme idéale pour examiner ces questions.

1.3. Nous proposons que les Membres engagent des discussions sur ces questions d'un point de vue général et s'emploient ensuite à déterminer ce que l'OMC devrait faire pour relever au mieux les défis du commerce électronique.

2 POUR DES DISCUSSIONS PLUS FRUCTUEUSES

2.1. Pour que la discussion soit plus constructive et inclusive, les Membres sont encouragés à examiner quels sont leurs propres intérêts et vues sur le commerce électronique. Les questions clés ci-après peuvent les aider dans cette analyse.

Question n° 1 – Dans votre pays, quels sont les obstacles au commerce électronique auxquels se heurtent les parties prenantes telles que les consommateurs, les entreprises, les fournisseurs de services, les organes de réglementation et les PME? (Pour information, nous avons joint à la fin de la présente proposition un résumé de récents rapports pertinents.)

Question n° 2 – Dans quelle mesure le cadre et les initiatives existant à l'OMC permettent-ils d'éliminer ces obstacles: complètement, partiellement ou pas du tout? Comment l'OMC devrait-elle ou peut-elle éliminer ces obstacles?

¹ La présente révision vise uniquement à ajouter Hong Kong, Chine et le Pakistan comme coauteurs.

Question n° 3 – Quelles sont les initiatives ou pratiques que vous avez mises en place ou que vous envisagez d'adopter dans le domaine du commerce électronique aux niveaux international, régional ou national? Veuillez aussi donner tous les exemples concrets de traitement de questions liées au commerce électronique qui peuvent vous sembler utiles.

3 DISCUSSIONS ENTRE MEMBRES

3.1. Les Membres sont encouragés à tenir aussitôt que possible des discussions sur le commerce électronique qui seront fondées sur les réponses qu'ils auront volontairement données aux questions ci-dessus, et s'appuieront aussi sur d'autres renseignements pertinents fournis par les Membres et le Secrétariat. À la demande des Membres, le Secrétariat pourra élaborer une compilation des intérêts, des vues, ainsi que des initiatives et pratiques existantes et envisagées, qui auront été indiquées par les Membres au cours des discussions.

4 ATELIERS RÉUNISSANT EXPERTS ET MEMBRES

4.1. Nous proposons la tenue d'une série d'ateliers d'un ou de deux jours. Ces ateliers devraient donner aux Membres et aux experts la possibilité d'examiner des thèmes en relation avec les intérêts et les vues exprimés par les Membres au cours des discussions. Les experts en question pourraient par exemple provenir des milieux universitaires, du monde des entreprises, des organisations internationales (CNUCED, ITC, UIT, etc.) et des ONG.

5 VOIE À SUIVRE

5.1. Nous pensons que les discussions et ateliers susmentionnés aideront les Membres à identifier les domaines et les questions qui doivent donner lieu à des travaux supplémentaires à l'OMC. Les Membres sont encouragés à engager l'examen de ces domaines et questions particuliers en présentant des suggestions et des propositions concrètes dans les enceintes appropriées pour tenir des discussions plus ciblées, tout en gardant à l'esprit la nature transversale de cette question.

5.2. Nous espérons que cette approche pourra permettre d'obtenir des résultats significatifs à la onzième Conférence ministérielle et au-delà.

RÉSUMÉ DE RAPPORTS RÉCENTS

OMC (dialogue sur le commerce mené à l'OMC avec les entreprises)

Le commerce électronique a été l'un des domaines identifiés par les dirigeants d'entreprise sur lesquels l'OMC devait axer ses travaux. Des mesures étaient recommandées pour:

- accroître la transparence et la non-discrimination dans le domaine du commerce électronique;
- faciliter le commerce transfrontières par une simplification des règlements et des normes;
- faciliter l'inclusion des MPME dans le commerce électronique;
- améliorer la protection des consommateurs;
- coopérer plus étroitement avec d'autres organisations internationales;
- examiner l'établissement de règles mondiales sur le commerce électronique, y compris pour les flux de données transfrontières.

Source: OMC (2016), RÉSUMÉ DES ÉLÉMENTS SOULEVÉS PAR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE DANS LE CADRE DE L'ÉVÉNEMENT "DIALOGUES SUR LE COMMERCE" ORGANISÉ À L'OMC
https://www.wto.org/french/news_f/news16_f/bus_30may16_f.htm.

CNUCED (Rapport 2015 sur l'économie de l'information)

Le "Rapport 2015 sur l'économie de l'information de la CNUCED – Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement" offre une analyse intéressante des domaines suivants:

- Politiques et stratégies nationales en vue de faciliter le commerce électronique
 - Démarches stratégiques en faveur du développement du commerce électronique*
 - Élaboration d'une stratégie nationale de commerce électronique
 - Mise en œuvre, surveillance et suivi
 - Principaux domaines d'intervention d'une stratégie nationale*
 - Accessibilité économique de l'infrastructure et des services de TIC
 - Logistique et facilitation des échanges
 - Création de conditions favorables au commerce électronique et solutions de paiement en ligne
 - Renforcement des cadres juridique et réglementaire
 - Développement des compétences
 - Promotion de la passation de marchés publics par voie électronique
 - Sensibilisation de toutes les parties prenantes
- Politiques internationales de commerce électronique
 - Commerce électronique et règles du commerce mondial
 - Inquiétudes liées à la fiscalité du commerce électronique
 - Soutien des partenaires au développement

Source: CNUCED (2015), *Rapport 2015 sur l'économie de l'information – Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement, CHAPITRE VI STRATÉGIE ET CONSÉQUENCES SUR L'ACTION PUBLIQUE*
http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ier2015_fr.pdf.